



Section de la Haute-Garonne

Compte rendu du CTL du 19 juillet 2019

Ce matin se tenait le CTL relatif au projet de géographie revisitée.

On ne s'attendait à rien mais on a quand même été déçu !

En réponse à la lecture de notre déclaration liminaire (voir au dos), le président a défini les objectifs qu'il poursuivait à savoir suppléer à l'incompétence des comptables et de leurs agents qui sont incapables de répondre aux attentes des usagers et des élus. Sortant du chapeau des exemples que manifestement il ne maîtrisait pas, il a tenté de nous démontrer que sa réforme était la panacée, voir un remède miracle. En revanche, il a totalement éludé la question des effectifs, de la formation professionnelle et le devenir des agents qui seront impactés.

Si on voulait résumer nos interventions, elles ont été les suivantes :

NON !

NON ! On ne peut pas faire mieux avec moins. La suppression des emplois est bien au cœur de tous nos problèmes.

NON ! On ne peut être autant méprisant envers les agents alors même que ce sont ces suppressions qui mettent en péril l'exercice de nos missions tout en détériorant nos conditions de travail. Donc,

NON ! les agents ne sont pas des pions et les services des points colorés mobiles à merci !
C'est pourquoi,

NON ! les élus FO-DGFIP 31 ne feront pas de cogestion !

Ne pouvant rester plus longtemps à écouter ces énormités qui s'apparentent à des insultes à notre encontre et donc à celle des agents que nous représentons, FO-DGFIP 31 a claqué la porte de ce CTL. Le rôle d'un syndicat n'est pas d'aider le fossoyeur à creuser la tombe.

L'heure est à la mobilisation, soyons déterminés nous aussi. Tous en grève le 16 septembre et les jours suivants pour le retrait de ce projet de destruction massive du réseau de la DGFIP !

Déclaration liminaire au CTL du 19 juillet 2019

Monsieur le Président,

Dans un premier temps, nous souhaitons souligner l'envoi cette fois-ci dans les délais prescrits par votre règlement intérieur des documents de travail. Cependant, et alors même que vous êtes prompt à nous rappeler à nos devoirs de confidentialité, nous constatons que les représentants syndicaux, qui tirent leur légitimité des élections professionnelles, sont les derniers destinataires de ces documents.

Nous sommes venus aujourd'hui pour voir comment vous allez vous employer pour nous convaincre d'adhérer à votre projet de géographie revisitée dans notre département. Du moins, si vous consentez à cet effort...

Nous avons eu des retours de vos tournées et de celles de vos collaborateurs dans les postes et services concernés et auprès des élus et des cadres y compris supérieurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est que vous n'avez pas été très persuasif et que le message que vous serinez ne trouve pas son public. La partition serait-elle mauvaise ?

Peut-être aurait-il été plus judicieux, et une preuve d'un dialogue social de qualité, de commencer par donner le volume des suppressions d'emplois que notre département doit subir et de nous avouer les marges de manœuvre dont vous disposez ?

Malheureusement, le projet de géographie revisitée tel que vous nous le présentez dénote au mieux d'une certaine méconnaissance des missions que nous exerçons et au pire d'une telle hypocrisie que vous pourrez faire l'économie d'une réservation d'un amphithéâtre pour vos prochaines réunions d'information.

En effet, comment oser asséner à vos cadres qu'ils n'ont jamais réalisé certaines missions (analyses financières prospectives...) ou que les chefs de postes sont incapables de répondre aux attentes des collectivités en matière de marchés publics, fiscalité locale ou encore s'agissant de la confection des budgets... Sujets, ô combien récurrents !

Comment croire que séparer conseil et gestion améliorera la qualité du service rendu ? Comment la multiplication des interlocuteurs, avec le risque d'un discours dissonant et une vision parcellaire, peut-elle donner de la crédibilité à notre administration ? Si certaines tâches ne sont aujourd'hui plus prioritaires, c'est uniquement par manque d'effectifs. Avec encore plus de suppressions d'emplois, comment alors croire qu'un conseiller déconnecté de l'exécution budgétaire réalisera mieux les missions dévolues aux comptables publics ?

De plus, nous sommes impatients de connaître la programmation que vous nous proposerez sur la période et surtout comment vous comptez surmonter les contraintes techniques colossales s'y rapportant. Ceci, alors même que le Directeur Général s'inquiète de l'investissement insuffisant dans nos systèmes d'information et donc de la fragilité de certaines applications informatiques très anciennes.

Enfin, eu égard aux nombres de postes et services supprimés et la viabilité des points d'accueil, il est plus que douteux que l'engagement du Ministre sur l'absence de mobilité puisse être respecté.

Tous ces éléments ont renforcé le climat anxigène qui règne à la DRFIP, ce que n'a pas manqué de souligner l'observatoire interne, et témoigne d'un malaise récurrent dans nos services.

Nous attendons donc que vous avanciez d'autres arguments, susceptibles de nous convaincre, que ceux que vous nous avez servis jusque là. A défaut, les élus FO-DGFIP 31 exigent l'abandon de ce projet mortifère car l'heure n'est pas à la discussion des détails de mise en œuvre mais à la mobilisation de tous les personnels.